

FRANÇOISE DUMONT,  
présidente de la LDH

# Vive la démocratie !

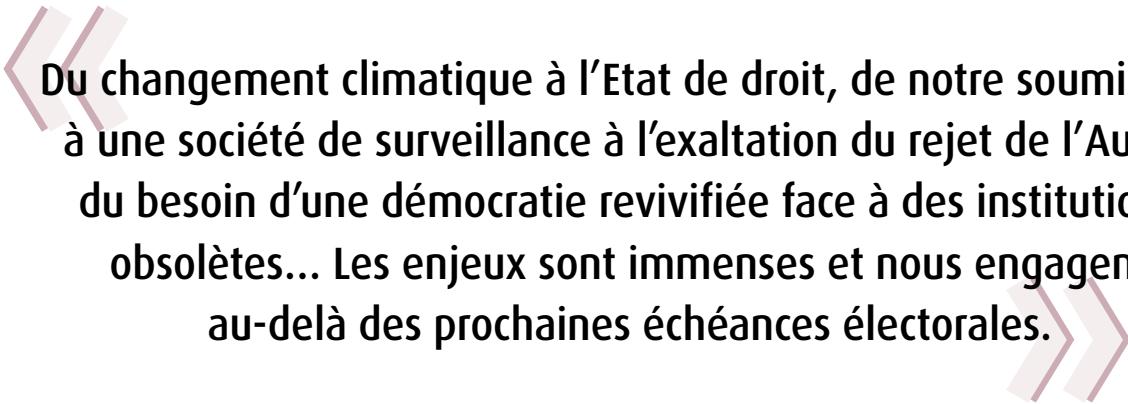
La campagne officielle pour les élections présidentielle et législatives est donc lancée ! A vrai dire, il n'aura échappé à personne que la plupart des candidats sont déjà en campagne depuis longtemps. Le contexte dans lequel ces élections se déroulent est marqué par la peur. Les causes en sont multiples : les effroyables actes de terrorisme qui nous ont frappés à plusieurs reprises, l'insécurité d'une situation sociale marquée par l'accroissement de la précarité, des institutions qui trahissent égalité et démocratie, un désordre mondial qui génère injustice et guerres... Peur, enfin, que le monde qui émergera des urnes soit pire que celui que nous connaissons aujourd'hui. Dans ce monde-là, qu'il soit aux mains de l'extrême droite ou d'une droite extrême, notre parole sera bâillonnée, nos droits et nos libertés malmenés.

Le contenu du débat électoral qui nous est proposé n'est guère plus rassurant : longtemps marquée par la série des « affaires » judiciaires qui ont discrédité un peu plus la classe politique et sans doute encouragé l'abstention, la scène politique est dominée par la démagogie, souvent au mépris de la simple vérité ou de la complexité des situations et des enjeux. Si la France semble encore en retard sur les Etats-Unis en matière de « fake news », elle n'en est pas à l'abri et dans bien des domaines, les électeurs balaiient toute référence aux chiffres, aux statistiques, y compris lorsque ceux-ci s'appuient sur une démarche scientifique clairement explicitée. La « postvérité »,

ce concept que le grand public a découvert au moment du référendum pour le Brexit et de l'élection américaine, peut séduire, ici aussi. Pourtant, chacun comprend que nous sommes confrontés à des questions essentielles pour notre avenir mais aussi pour celui des générations futures. Du changement climatique à l'Etat de droit, de notre soumission à une société de surveillance à l'exaltation du rejet de l'Autre, de la désagrégation sociale que représentent quarante années marquées par le chômage au rôle de la politique face aux pouvoirs économiques, du besoin d'une démocratie revivifiée face à des institutions obsolètes, du rôle de notre pays dans le monde et en Europe à un besoin d'universel qui accueille la diversité des peuples... Les enjeux sont immenses et nous engagent au-delà des prochaines échéances électorales.

## Les maux de la démocratie française

Parmi toutes ces questions, l'une d'entre elles nous semble essentielle : celle de la démocratie. Elle est au cœur des aspirations de millions d'hommes qui, lorsqu'ils en sont privés, sont prêts à se battre et à mourir pour la conquérir. Elle devrait être au cœur des débats qui nous sont proposés. Et cela d'autant plus que la démocratie française va mal. Sans doute ses maux trouvent-ils leur origine dans une Constitution incontestablement obsolète, mais ceux-ci sont aussi d'une autre nature. La démocratie française est d'abord confrontée à un problème de représentation. La politique ne donne plus



## Du changement climatique à l'Etat de droit, de notre soumission à une société de surveillance à l'exaltation du rejet de l'Autre, du besoin d'une démocratie revivifiée face à des institutions obsolètes... Les enjeux sont immenses et nous engagent au-delà des prochaines échéances électorales.

un langage et un espoir à ce que vivent les gens. Institutions et gouvernants semblent déconnectés de la vie réelle.

Deuxième problème : celui de l'expression. La démocratie cherche de nouvelles voix. L'élection est là pour donner voix au peuple. « *Un homme, une voix* », dit la formule, mais la voix du bulletin de vote ne suffit plus, d'autant plus que de nombreuses consultations ont été ignorées, abandonnées ou détournées au cours des derniers quinquennats. D'autres formes de prise de parole se cherchent. Démocratie participative, démocratie délibérative, e-démocratie, démocratie locale, démocratie 2.0, démocratie sociale...

Sur le Web, d'autres façons de faire de la politique s'inventent. En témoigne la rédaction du projet de loi « Pour une République numérique », pour laquelle les internautes ont été invités à proposer leurs propres suggestions sur un portail en ligne. Entre septembre et octobre 2015, plus de vingt mille contributions, plutôt d'un bon niveau, ont été enregistrées.

Partout, les initiatives se multiplient et cherchent à dépasser le désenchantement citoyen vis-à-vis de la chose publique. Porteuses ou non de pratiques sociales collectives, elles reposent sur l'engagement individuel et le souhait d'influer sur les décisions de manière plus continue.

Beaucoup de nos concitoyens ne veulent plus être réduits à des électeurs qui sanctionnent ou sélectionnent les gouvernants à intervalles réguliers.

Mais pour qu'il y ait démocratie, il faut encore autre chose. Mais quoi ? C'est d'Alexis de Tocqueville, qui fut pourtant un esprit plutôt perplexe quant à l'héritage révolutionnaire, que vient l'une des réponses les plus convaincantes : la démocratie demande un certain *Etat social*.

### L'indispensable lutte contre les inégalités

Dans *De la démocratie en Amérique*, il remarque que « *l'Etat social des Américains est éminemment démocratique* ». La cause en est simple : une grande égalité régnait entre tous les migrants venus s'établir sur les rivages de la Nouvelle-Angleterre. Dans les Etats du Nord, explique Tocqueville, les migrants ont recommencé presque à zéro. C'est par leur travail qu'ils ont obtenu les biens qu'ils ont amassés. Leurs enfants ont fréquenté les mêmes écoles. Les propriétés ont été partagées lors des héritages et non pas transmises aux fils aînés. Pendant ce temps-là, dans les Etats du Sud, les grandes exploitations esclavagistes avaient tendance à reproduire le modèle aristocratique européen ; préparant ainsi la guerre de Sécession.

Autant dire qu'il serait illusoire de penser revivifier la démocratie sans combattre les inégalités qui sapent notre modèle social, sans l'horizon d'un avenir meilleur pour tous, sans la perspective d'offrir à toutes et à tous la jouissance effective des valeurs démocratiques d'égalité, de fraternité et de liberté. ●